

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1919.

Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MAHIEU.

MESSIEURS,

Le principe du projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées, a rencontré l'adhésion unanime de la section centrale.

L'adoption met, en effet, à la disposition des pouvoirs publics, des moyens d'action énergiques qui, judicieusement appliqués, et si l'on maintient le rouage administratif habituel, permettent de réaliser promptement le relèvement de nos villes et de nos villages détruits.

Cette intervention directe de la Nation est une œuvre de justice et de reconnaissance.

L'œuvre projetée doit se faire rapidement, si l'on veut sauvegarder l'avenir de ces régions industrielles et agricoles. L'état d'abandon complet où elles se trouvent actuellement pourrait avoir les plus graves conséquences; le découragement qui règne dans ces contrées et qui provient de l'incertitude des réparations, va achever rapidement l'œuvre dévastatrice de la guerre.

Cette situation passive doit disparaître rapidement. Le moyen le plus efficace, c'est de solliciter l'activité elle-même des provinces et des communes. On doit les intéresser intimement et directement aux nombreux problèmes que leur réfection économique soulève. Il faut qu'il leur soit

(1) Projet de loi, n° 48.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MAES, ERNEST, MAHIEU, PUSSEMIER, TIBBAUT et VAN DE VYVERE.

accordé une large participation dans le nouvel organisme que le Gouvernement a décidé de créer, ceci non seulement à-titre de relèvement moral, mais aussi pour que l'adoption puisse donner son plein rendement.

L'expérience acquise par les provinces et les communes pendant les quatre années d'occupation sera d'un grand appoint.

Dégagées de toute entrave administrative, elles se sont habituées à prendre les décisions les plus grandes, à résoudre les questions les plus complexes. Leur intervention directe immédiate et réelle, que le projet de loi semble redouter, ne sera jamais un obstacle ou une cause de lenteur, au contraire, ce sera une garantie de bonne exécution.

La création du nouvel organisme indépendant à côté des institutions existantes demandera du temps et des études et ne manquera pas de susciter auprès des provinces et des communes certaines méfiances justifiées. Il faut donc y remédier de telle façon que la commune et la province puissent agir par elles-mêmes, directement et librement avec leurs moyens d'action administratifs habituels, car si l'autorité prévue n'est pas intimement liée aux institutions provinciales et communales, elle ne constituera pas pour elle une assistance. Ces différentes considérations ont amené la section centrale à présenter des amendements au projet de loi de façon à sauvegarder complètement tous les intérêts de la province et de la commune.

La section centrale a été unanime pour demander l'intervention effective de la Députation permanente; elle inscrit dans tous les articles où la commune et le haut commissaire royal posent un acte administratif le droit d'intervention de la Députation permanente.

La section centrale fait sien l'amendement du Gouvernement qui laisse à la commune la liberté de se faire adopter, celle-ci sollicite l'adoption et la section centrale donne le droit à la Députation permanente d'intervenir au cas où la commune ne prendrait pas l'initiative. La même procédure est adoptée pour mettre fin à l'adoption.

La section centrale estime qu'il serait préférable de remplacer le haut commissaire royal par des commissariats royaux composés du haut commissaire royal et de un ou de plusieurs adjoints, agissant de commun accord, ainsi les responsabilités sont partagées. La présentation des candidats faite par la Députation permanente sur liste double garantit la compétence de ces collèges.

La section centrale exprime le désir de voir les commissaires d'arrondissement faire partie de ces collèges.

Un membre demande que certaines villes sinistrées puissent former à elles seules un groupement unique.

Les mots « sous la direction et la responsabilité du Ministre de l'Intérieur » sont supprimés comme inutiles, le haut commissaire royal étant un fonctionnaire du Département de l'Intérieur nommé par le Roi.

A l'article 4, le mot « dépenses » est remplacé par le mot « ressources ». L'intervention du haut commissaire royal ne doit pas avoir lieu pour l'inscription au budget des dépenses facultatives, la Députation permanente approuvant régulièrement les budgets communaux.

La section centrale détermine de plus près l'obligation de l'adoption en obligeant les communes à présenter un plan général d'alignement. Elle estime que les mots « leur caractère esthétique » sont suffisants pour exprimer toutes les prévisions concernant les travaux d'embellissement et de construction.

La section centrale prévoit l'intervention de la Députation permanente en cas de conflit entre la commune et le haut commissaire royal au sujet des dépenses obligatoires et facultatives.

La section centrale estime que dans le Conseil interministériel, il est nécessaire de réserver une place aux services techniques de la province, ceux-ci étant à même de renseigner utilement et rapidement ce Conseil. Pour que les membres, admis à intervenir à titre consultatif, soient réellement en état de collaborer à la restauration des pays dévastés, la section centrale désire que ces membres soient choisis parmi les personnes qui résident dans la région dévastée.

La faculté est laissée aux communes de nommer un Comité consultatif.

L'article 12 est supprimé, les services techniques provinciaux étant représentés dans le Conseil interministériel.

Dans le désir de donner aux communes toute liberté d'action, il est ajouté un article nouveau qui leur donne la latitude de renoncer, après un an, à l'adoption.

La section centrale émet l'avis que les communes non adoptées soient autorisées à jouir également des ressources du budget des régions dévastées.

Un membre demande acte des observations suivantes :

L'adoption telle que la prévoit le projet peut être un procédé admissible pour la reconstitution des communes totalement ou presque totalement détruites. Elle peut être opportune pour les communes que la guerre a privées d'une administration compétente et énergique. Mais il ne pourrait être question de subordonner à l'adoption, l'intervention financière de l'État dans les dépenses des communes sinistrées.

Le concours budgétaire de l'État doit être accordé également aux communes désireuses de conserver leur statut autonome.

Pour ces communes, l'arrêté-loi du 25 août 1915 doit rester en vigueur, comme une condition indispensable en vue de l'obtention de subsides ou

de crédits extraordinaires destinés à la reconstitution du patrimoine communal.

Cet arrêté-loi du 25 août 1913 apporta dans notre législation, sans bouleverser l'organisation administrative, plusieurs innovations qui rencontrèrent dans les milieux autorisés la plus vive approbation :

1° Il introduit la notion de *Plan général d'aménagement* des localités, servant de base aux autorisations de bâtir et de reconstruire.

Précédemment, il était question dans notre législation de plans de travaux, de plans généraux d'alignement, de règlements sur les bâtisses. Depuis la loi du 28 mai 1914, les pouvoirs publics étaient armés pour édicter des règlements sur les constructions le long des voies publiques, dans l'intérêt de la conservation, de la viabilité et de la beauté de celles-ci. Le plan général d'aménagement vise l'avantage : il a pour but de répartir les constructions, de la manière la plus rationnelle. Il permet de préparer et de faciliter l'exécution de travaux publics en vue de l'organisation économique des localités et de leur embellissement.

2° Il établit l'*obligation* pour les communes sinistrées d'établir des plans généraux d'aménagement, à moins de dispense dans des conditions déterminées.

3° Il règle les *mesures nécessaires* pour l'exécution du plan d'aménagement par voie d'autorisation ou de refus d'autorisation de bâtir, et notamment l'intervention de l'autorité supérieure dans un but de contrôle.

La vie urbaine est si complexe que toute construction a une influence sur la valeur et le mode d'emploi des terrains à bâtir du voisinage. Cette connexité des intérêts entraîne pour les pouvoirs publics l'obligation de limiter le droit d'user de la propriété privée. De ces restrictions au droit de bâtir doit résulter, en dernière analyse, le bien-être de chacun des habitants d'une agglomération.

4° Il impose la *consultation* d'un organisme officiel qualifié pour l'étude des plans de villes, complété par un représentant de la localité sinistrée.

5° Il crée la faculté, pour l'État et la province, de recourir à l'expropriation par zones et la *simplification* des formalités administratives en cette matière.

Parmi les formalités supprimées, on peut citer : la convocation d'une Commission spéciale (art. 2 de la loi sur l'expropriation par zones), la consultation, dans certains cas, du Comité des habitations ouvrières (art. 4 de la loi du 9 août 1889), les indications du plan d'expropriation par zones (art. 3 de la loi sur l'expropriation par zones). La durée de l'enquête qui est d'un mois pour l'expropriation par zones (art. 5), est réduite à un délai de quinze jours à dater de l'avertissement donné aux intéressés et au public (art. 3 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification et formalités en matière d'expropriation).

Sauf au dernier article, le projet de loi sur l'adoption des communes dévastées est muet quant à ces innovations, mais il en introduit une autre :

L'article 5 prescrit l'obligation pour la commune d'arrêter un règlement sur les bâtisses, dans le but de sauvegarder « la sécurité, l'hygiène et l'esthétique des constructions ». Pour l'esthétique et la hauteur des constructions il y a une réserve; c'est que la réglementation n'est applicable qu'aux parties de bâtiments, vues de la voie publique.

Cette rédaction est vicieuse : ce n'est pas la sécurité et l'hygiène des constructions qu'il convient d'assurer, mais celle des habitants d'une localité, et des usagers des voies publiques. Le caractère esthétique des constructions ne se confine pas à une question d'aspect à une distance plus ou moins grande des voies publiques.

De plus, il est impossible de remplacer adéquatement le plan général d'aménagements par un règlement-type. Le règlement sur les bâtisses et le plan général d'aménagement doivent tendre au même but. Mais les prescriptions ne seront efficaces que si elles tiennent compte de l'emplacement des constructions.

Pour cette raison l'étude des prescriptions réglementaires doit se faire sur le terrain ou sur le plan qui n'est que la représentation des situations géographiques et topographiques, de l'exposition, des bâtiments existants, des sites à sauvegarder, des rues et des routes qui sont les artères des agglomérations. Ces prescriptions peuvent s'indiquer aisément sur le plan de la localité ou sur le plan accompagné d'un règlement condensant des prescriptions générales. Enfin le plan est le moyen indispensable pour fixer l'emplacement des constructions nouvelles par rapport aux bâtiments existants et aux voies publiques, de déterminer la situation des monuments, des marchés, des gares, des ports, etc.

Supprimer le plan en matière de projet d'aménagement de villes reviendrait à supprimer les plans en matière de travaux.

Le propre d'un règlement-type c'est d'être d'application générale : on pourra y insérer quelques prescriptions sanitaires, réglementer l'aménagement intérieur des maisons en prescrivant certaines dimensions minima, par exemple. L'influence d'un pareil règlement peut être heureuse au point de vue des habitations elles-mêmes, mais pour l'aménagement général d'une localité, son influence sera quasi nulle.

Il est visible que l'article 5 confond, d'une part, le règlement sur les bâtisses contenant des prescriptions communes à toutes les constructions à élever par des particuliers, tel qu'il est en vigueur dans la plupart des localités importantes, et, d'autre part, le plan général d'aménagement. Le règlement sur les bâtisses n'est que le complément du plan d'aménagement; il ne le remplace pas.

Remarquons qu'à l'article 12 on retrouve la dénomination de plan général d'aménagement, alors que celle-ci n'existe dans aucun texte de loi autre que l'arrêté-loi précité.

*
* *

Par la suppression de l'article 15, l'obligation de rédiger un plan général d'aménagement subsistera. Et dès lors l'article 5, qui ne fait que remplacer très imparfaitement les prescriptions de l'arrêté-loi du 24 août 1915, devient inutile.

Le Rapporteur,

J. MAHIEU.

Le Président,

P. POULLET.

AMENDEMENTS

I. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LE GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} est modifié comme suit :

Le Roi peut, à la demande du Conseil communal, la Députation permanente entendue, adopter, au nom de la Nation, les communes qui ont souffert gravement des dévastations de la guerre ; il peut, à toute époque, mettre fin à l'adoption.

ART. 5.

L'article 5 du projet est complété par un paragraphe 3, ainsi conçu :

Toute construction ou reconstruction totale ou partielle, exécutée dans les communes adoptées en violation des prescriptions du règlement visé au § 1^{er} est punissable des pénalités déterminées à l'article 19 de la loi du 1^{er} février 1844.

Indépendamment de la pénalité, le tribunal prononce, si le haut commissaire royal le demande, la réparation de la contravention, en condamnant les contrevenants à rétablir les lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages illégalement exécutés. Toutefois, l'intéressé aura l'option d'exécuter les conditions imposées par l'autorisation.

I. — AMENDEMENTEN
DOOR DE REGEERING INGEDIEND.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel te wijzigen als volgt :

De Koning kan, op aanvraag van den Gemeenteraad, na de Bestendige Deputatie te hebben gehoord, de gemeenten, die door de verwoestingen van den oorlog zwaar beproefd werden, namens de Natie aannemen; hij kan de aaneming te allen tijde intrekken.

ART. 5.

Dit artikel aan te vullen door een lid 3, luidende :

Elke geheele of gedeeltelijke bouwning of herbouwning, in de aangenomen gemeenten voltrokken in strijd met de voorschriften van het bij § 1 bedoeld reglement, is strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 19 der wet van 1 Februari 1844.

Onverminderd de straf, schrijft de rechtbank de herstelling van de overtreding voor, indien de hooge koninklijke commissaris zulks aanvraagt, en veroordeelt de overtreders tot het herstellen der zaken in hunnen vroegeren staat door het afbreken, het vernietigen of het wegnemen van de in strijd met de wet uitgevoerde werken. De belanghebbende kan echter, indien hij het verkiest, de door de machtiging gestelde voorwaarden uitroeren.

Les contraventions au règlement visé au § 1^{er} seront constatées dans la forme ordinaire par les agents de la police locale et par les fonctionnaires et agents assermentés chargés de l'administration et de la police de la voirie.

De overtredingen van het bij § 1 bedoeld reglement worden op de gewone wijze vastgesteld door de agenten der plaatselijke politie en door de beëdigde ambtenaren en agenten belast met het beheer en de politie der wegen.

II. — AMENDEMENTS PRESENTÉS PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Le Roi peut, à la demande soit du Conseil communal, soit du Gouverneur de la province, la Députation permanente du Conseil provincial préalablement entendue, adopter, au nom de la Nation, les communes qui ont souffert gravement des dévastations de la guerre. Il peut, sous les mêmes conditions, mettre fin à l'adoption.

ART. 2.

Les communes adoptées par la Nation sont groupées par régions en commissariats royaux, de l'avis conforme de la Députation permanente. Pour chacun de ces commissariats royaux, il sera nommé un haut commissaire royal. Celui-ci est assisté suivant l'importance du groupe régional d'un ou de plusieurs adjoints auxquels il délègue ses pouvoirs en cas d'absence ou d'empêchement. Le haut commissaire royal et les adjoints sont nommés par le Roi sur présentation en liste double par la Députation permanente. Il peut être mis fin à leurs pouvoirs moyennant la même procédure préalable.

II. — AMENDEMENTEN DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

EERSTE ARTIKEL.

De Koning kan op aanvraag hetzij van den Gemeenteraad, hetzij van den Gouverneur der Provincie, na de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad vooraf te hebben gehoord, de gemeenten, die door de verwoestingen van den oorlog zwaar beproefd werden, namens de Natie aannemen. Hij kan, onder dezelfde voorwaarden, de aanneming intrekken.

ART. 2.

De door de Natie aangenomen gemeenten worden, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, in elk gewest gegroepeerd in koninklijke commissariaten. Voor elk koninklijk commissariaat wordt een hooge koninklijke commissaris benoemd. Deze wordt, volgens de belangrijkheid van de gewestelijke groep, bijgestaan door een of verscheidene toegevoegden, aan wie hij, bij afwezigheid of belet, zijne bevoegdheden overdraagt. De hooge koninklijke commissaris en de toegevoegden worden door den Koning benoemd uit eene lijst van twee kandidaten, voorgedragen door de Bestendige Deputatie. Mits voorafgaande inachtneming van dezelfde regelen kan men hunne bevoegdheden doen vervallen.

ART. 3.

Sauf en ce qui concerne la milice et les affaires électorales, le haut commissaire royal exerce les attributions d'ordre communal que la loi confère à la Députation permanente du Conseil provincial, au Gouverneur de la province et au Roi.

Ses décisions sont notifiées à la *Députation permanente* et au Collège des Bourgmestre et Échevins; elles sont exécutoires de plein droit, à moins que, dans les dix jours de la notification, une délibération de la *Députation permanente* et du Conseil communal ne les subordonne à l'approbation du Roi.

Le haut commissaire royal peut recevoir du Roi la délégation des pouvoirs visés par l'article premier de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 sur l'état de guerre et de siège.

ART. 4.

L'adoption entraîne pour l'État l'obligation d'assurer les *ressources nécessaires* au rétablissement du domaine et des services publics de la commune, les dépenses obligatoires auxquelles la commune ne peut faire face, en tout ou en partie, par suite des circonstances, ainsi que les dépenses facultatives.

Pour le rétablissement du domaine et des services publics, le haut commissaire royal, agissant au nom de l'État, peut se substituer à la commune si celle-ci se trouve dans l'impossibilité, dûment constatée par la *Députation permanente*, d'agir par elle-même. L'État est alors subrogé à tous les droits et

ART. 3.

Behalve wat betreft de militie en de kieszaken, oefent de hooge koninklijke commissaris dezelfde rechten in gemeentezaken uit als die, door de wet toegekend aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, aan den Gouverneur der provincie en aan den Koning.

Zijne beslissingen worden aan de *Bestendige Deputatie* en aan het College van Burgemeester en Schepenen betee-kend; zij zijn van rechtswege uitvoerbaar, tenzij, binnen tien dagen na de beteekening, eene beraadslaging van de *Bestendige Deputatie* en van den Gemeenteraad ze van de goedkeuring des Konings afhankelijk maakt.

De Koning kan aan den hoogen koninklijken commissaris de bevoegdheden overdragen, die zijn bedoeld bij artikel 1 van het besluit-wet van 11 October 1916 op den staat van oorlog en van beleg.

ART. 4.

De aanneming brengt voor den Staat de verplichting mede, te voorzien in de *geldmiddelen noodig tot* herstelling van het domein en van de openbare diensten der gemeente, in de verplichte uitgaven die de gemeente, uit hoofde van de omstandigheden, geheel of gedeeltelijk niet bestrijden kan, alsmede in de niet verplichte uitgaven.

Tot herstelling van het domein en van de openbare diensten kan de hooge koninklijke commissaris, handelende in naam van den Staat, optreden in de plaats van de gemeente, indien deze verkeert in de onmogelijkheid, door de *Bestendige Deputatie* behoorlijk vastgesteld, zelve te handelen. In dit geval

obligations de la commune vis-à-vis des adjudicataires, concessionnaires ou autres intéressés.

Le haut commissaire royal peut aussi se borner à subsidier la commune, si celle-ci est en mesure de poursuivre l'exécution des travaux, soit par ses propres ressources soit au moyen de libéralités qui lui seraient faites.

ART. 5.

L'adoption entraîne l'obligation pour la commune d'arrêter un *plan général d'alignement* et un *règlement général de police* sur les bâtisses, ayant notamment pour objet de sauvegarder non seulement la sécurité et l'hygiène des constructions, mais encore, s'il y a lieu, leur caractère esthétique.

Ce règlement est *communiqué* au haut commissaire royal qui peut le renvoyer au Conseil communal, s'il y a lieu, pour modification. A défaut par le Conseil communal de satisfaire dans les quinze jours à l'invitation qui lui est adressée, le haut commissaire royal, *d'accord avec la Députation permanente*, se substitue à lui.

ART. 6.

Le haut commissaire royal dispose des crédits mis à sa disposition par le Ministre de l'Intérieur à charge du budget des régions dévastées, ainsi que de tous autres fonds mis à sa disposition, après avoir entendu *la Députation permanente* et le Conseil communal intéressé.

treedt de Staat in al de rechten en verplichtingen der gemeente tegenover de aannemers, vergunninghouders of andere belanghebbenden.

De hooge koninklijke commissaris kan ook er zich bij bepalen, toelagen te verleenen aan de gemeente, zoo deze in staat is de uitvoering der werken voort te zetten hetzij door hare eigen geldmiddelen, hetzij door middel van de schenkingen die haar mochten gedaan worden.

ART. 5.

De aanneming brengt voor de gemeente de verplichting mede, een *algemeen rooiingsplan* te bepalen en een *algemeen politiereglement* op de gebouwen te maken, inzonderheid ten doel hebbende niet alleen de veiligheid en de gezondheid der gebouwen, doch ook, zoo daartoe redenen bestaan, hun kunstkarakter te vrijwaren.

Dit reglement wordt aan den hoogen koninklijken commissaris *medegedeeld*; deze kan het, zoo noodig, aan den Gemeenteraad ter wijziging terugzenden. Wordt, binnen veertien dagen, door den Gemeenteraad niet voldaan aan het hem toegezonden verzoek, dan treedt de hooge koninklijke commissaris, *in verstandhouding met de Bestendige Deputatie*, in zijne plaats op.

ART. 6.

Na de *Bestendige Deputatie* en den betrokken Gemeenteraad te hebben gehoord, beschikt de hooge koninklijke commissaris over de credieten, door den Minister van Binnenlandsche Zaken te zijner beschikking gesteld op de begroting van de verwoeste gewesten, alsmede over alle andere te zijner beschikking gestelde gelden.

ART. 7.

En cas de désaccord entre le haut commissaire royal et une commune au sujet de la part contributive de celle-ci dans une dépense obligatoire lui incombant ou dans une dépense facultative inscrite au budget communal, le conflit est porté devant la Députation permanente du Conseil provincial qui statue, sauf recours au Roi.

ART. 10.

Il est constitué, dans chaque groupe régional, un Conseil interministériel, dont les membres sont choisis parmi les fonctionnaires des Ministères compétents et les services techniques provinciaux. Un membre correspondant de la Commission royale des monuments et des sites, un membre de l'Union des villes et communes et un membre de la Commission d'embellissement de la vie rurale assistent aux séances du Conseil, à titre consultatif. Tous les membres du Conseil sont nommés par le Roi.

Les membres appelés à assister aux séances du Conseil interministériel, à titre consultatif, doivent résider dans la province des communes adoptées.

Le Conseil est chargé d'assister le haut commissaire royal dans l'accomplissement de sa mission et d'éclairer les communes et les particuliers sur tout ce qui concerne la reconstitution des régions : il peut requérir, à cet effet, dans les limites et les conditions déterminées par le Ministre compétent, le concours du personnel relevant, en province, des Ministères représentés dans son sein.

ART. 7.

Zijn de hooge koninklijke commissaris en eene gemeente het niet eens over het aandeel van deze in eene haar opgelegde verplichte uitgave of in eene niet verplichte uitgave op de gemeentebegroting uitgetrokken, dan wordt het geschil gebracht voor de Bestendige Deputatie; deze doet uitspraak, behoudens beroep bij den Koning.

ART. 10.

In elke gewestelijke groep wordt een Interministerieele Raad ingesteld; de leden daarvan worden onder de ambtenaren van de bevoegde Ministeriën en van de provinciale technische diensten aangewezen. Een briefwisselend lid van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Natuurschoon, een lid van den Bond der steden en gemeenten en een lid van de Commissie tot verfraaiing van het landelijk leven wonen de vergaderingen van den Raad als raadgevers bij. Al de leden van den Raad worden door den Koning benoemd.

De leden, die als raadgevers de vergaderingen van den Interministerieelen Raad bijwonen, moeten hun verblijf hebben in de provincie, waar de aangenomen gemeenten zijn gelegen.

De Raad is gelast, den hoogen koninklijken commissaris ter zijde te staan bij het vervullen zijner zending en de gemeenten, alsmede de particulieren in te lichten over al wat het herstellen van de gewesten aangaat; daartoe kan hij, binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door den bevoegden Minister, de medewerking vorderen van de ambtenaren die, in de provincie, afhangen van de in zijnen schoot vertegenwoordigde Ministeriën.

ART. 11.

Il peut être institué dans chacune des communes adoptées, un Comité consultatif local dont les membres, au nombre de trois à neuf, suivant l'importance des localités, sont nommés par le Collège des Bourgmestre et Échevins; en cas de refus, le haut commissaire royal peut organiser celui-ci de l'avis conforme de la Députation permanente du Conseil provincial.

Ce Comité donne son avis sur toutes les questions relatives à la reconstruction.

ART. 12.

Supprimer cet article.

ART. 14.

Le règlement d'ordre intérieur des Comités locaux est arrêté par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 15.

Supprimer cet article.

ART. 16 (nouveau).

A l'expiration de chaque année, il est loisible aux communes de renoncer à l'adoption, la Députation permanente entendue.

ART. 17 (nouveau).

Chaque année il sera fait rapport aux Chambres sur la gestion des commissariats royaux.

ART. 11.

In elke aangenomen gemeente kan een plaatselijk raadgevend Comité ingesteld worden; de leden daarvan, ten getale van drie tot negen naar de belangrijkheid der gemeenten, worden benoemd door het College van Burgemeester en Schepenen; in geval van weigering, kan de hooge koninklijke commissaris dit Comité inrichten op eensluitend advies van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

Gezegd Comité brengt zijn advies uit over al de vraagstukken betreffende het herbouwen.

ART. 12.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 14.

Het reglement van orde der plaatselijke Comiteiten wordt door den Minister van Binnenlandsche Zaken vastgesteld.

ART. 15.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 16 (nieuw).

Na verloop van elk jaar zijn de gemeenten bevoegd om van de aanname af te zien, na de Bestendige Deputatie te hebben gehoord.

ART. 17 (nieuw).

Ieder jaar zal aan de Kamers verslag worden gedaan over het beheer van de koninklijke commissariaten.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 FEBRUARI 1919.

Wetsontwerp op de nationale aanneming der verwoeste gemeenten
en op het herstel der verwoeste gewesten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER MAHIEU.

MIJNE HEEREN,

In de Middenafdeeling werd het beginsel van het wetsontwerp op de Nationale Aanneming der verwoeste gemeenten en op het herstel der verwoeste gewesten algemeen goedgekeurd.

Door de Aanneming beschikken inderdaad de openbare machten over afdoende maatregelen, welke, op verstandige wijze toegepast, en bijaldien men de gewone bestuursregeling in stand houdt, toelaten onze verwoeste steden en dorpen spoedig te doen herrijzen.

Deze rechtstreeksche tusschenkomst van de Natie is een werk van gerechtigheid en ook van dankbaarheid.

Het ontworpen plan moet snel ten uitvoer gebracht worden, zoo men de toekomst van deze nijverheids- en landbouwstreken wil vrijwaren. De staat van volkomene verlatenheid, waarin zij zich thans bevinden, zou de ergste gevolgen kunnen hebben; de ontmoediging, welke in deze streken heerscht en het gevolg is van de onzekerheid der herstellingen, dreigt het vernielingswerk van den oorlog spoedig te voltrekken.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 45.

⁽²⁾ De Middenafdeeling bestond uit de heeren POULLET, voorzitter, MAES, ERNEST, MAHIEU, PUSSEMIER, TIBBAUT en VAN DE VYVERE.

Deze lijdelijke toestand moet onverwijld ophouden. Het beste middel daartoe is, een beroep te doen op de bedrijvigheid der provinciën en der gemeenten zelve. Eene innige en rechtstreeksche belangstelling van harentwege in de talrijke vraagpunten, door hunne economische heropbeuring opgeworpen, dient te worden opgewekt. Het is noodig dat hun een ruim aandeel worde toegekend in de nieuwe inrichting door de Regeering ontworpen, en wel niet alleen bij wijze van zedelijke opbeuring, maar ook opdat de aanneming al hare vruchten kunne afwerpen.

De ervaring, welke de provinciën en de gemeenten gedurende de vierjarige bezetting hebben verworven, zal goed te pas komen.

Ontdaan van alle administratieve kluisters, hebben zij de gewoonte gekregen de belangrijkste beslissingen te nemen, de meest ingewikkelde vraagstukken op te lossen. Hun onmiddellijk, wezenlijk en rechtstreeksch optreden, dat het wetsontwerp schijnt te vreezen, zal nooit hindernis of vertraging veroorzaken, maar zal integendeel een waarborg zijn voor de goede uitvoering.

De oprichting van de nieuwe zelfstandige instelling naast de bestaande instellingen zal tijd en studie eischen en zonder eenigen twijfel in provinciën en gemeenten een wel te begrijpen wantrouwen opwekken. Daarin moet verholpen worden op zoodanige wijze dat de gemeente en de provincie op zich zelf kunnen handelen, rechtstreeks en vrij, met hunne gewone administratieve middelen van werking, want, indien de macht, die opgericht wordt, niet nauw is verbonden met de provinciale en gemeentelijke instellingen, dan zal zij voor deze geen steun beteekenen. Deze verschillende overwegingen hebben de Middenafdeeling er toe gebracht, amendementen op het wetsontwerp in te dienen, derwijze dat de belangen van provincie en gemeente volkomen gevrijwaard blijven.

De Middenafdeeling vraagt eenparig de daadwerkelijke tusschenkomst van de Bestendige Deputatie; bij al de artikelen, krachtens welke de gemeente en de hooge koninklijke commissaris eene handeling op bestuursgebied verrichten, voegt zij het recht van tusschenkomst der Bestendige Deputatie bij.

De Middenafdeeling sluit zich aan bij het amendement van de Regeering, krachtens welk de gemeente vrij blijft, zich te doen aannemen; deze vraagt de aanneming en de Middenafdeeling geeft aan de Bestendige Deputatie het recht, tusschen te komen ingeval de gemeente het initiatief niet zou nemen. Dezelfde regeling wordt ingevoerd om de aanneming in te trekken.

De Middenafdeeling acht het verkieslijk, den Hoogen Koninklijken Commissaris te vervangen door Koninklijke Commissariaten samengesteld uit den Hoogen Koninklijken Commissaris en uit een of meer personen die in gemeen overleg handelen; zóó zal de verantwoordelijkheid verdeeld zijn. Het voordragen van twee candidaten door de Bestendige Deputatie waarborgt de bevoegdheid van deze colleges.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de arrondissementscommissarissen zouden deel uitmaken van deze colleges.

Een lid vraagt dat sommige geteisterde steden onder haar ééne groepeer-
ring mogen uitmaken.

De woorden : « onder de leiding en de verantwoordelijkheid van den
Minister van Binnenlandsche Zaken » werden weggelaten als nutteloos,
daar de Hooge Koninklijke Commissaris een door den Koning benoemde
ambtenaar is van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

In artikel 4 wordt het woord « uitgave » vervangen door het woord
« geldmiddelen ». De tusschenkomst van den Hoogen Koninklijken Commis-
saris is niet noodig waar het enkel geldt de niet verplichte uitgaven op de
Begrooting uit te trekken, aangezien de Bestendige Deputatie de Gemeente-
begrotingen geregeld goedkeurt.

De Middenafdeeling bepaalt de verplichting der Aanneming op nadere
wijze door de gemeenten te verplichten een algemeen rooingsplan voor
te stellen. Zij is van gevoelen dat de woorden « hun kunstkarakter » volstaan
om te voorzien al wat de werken van verfraaiing en van opbouw betreft.

De Middenafdeeling voorziet de tusschenkomst van de Bestendige Depu-
tatie, wanneer er tusschen de gemeente en den Hoogen Koninklijken Com-
missaris geschil is aangaande de verplichte en niet verplichte uitgaven.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat in den Interministerieelen Raad
eene plaats moet worden verleend aan de technische diensten der provincie,
daar deze in stand zijn om dien Raad op nuttige en spoedige wijze voor te
lichten. Opdat de leden, die als raadgevers worden toegelaten, werkelijk
kunnen bijdragen tot de herstelling van de verwoeste streken, verlangt de
Middenafdeeling dat die leden aangewezen worden onder de personen, die
in de verwoeste streek verblijven.

De gemeenten zijn bevoegd om een raadgevend Comité te benoemen.

Artikel 12 valt weg, daar de provinciale technische diensten in den
Interministerieelen Raad vertegenwoordigd zijn.

Wijl men verlangt alle vrijheid van handelen te geven aan de gemeen-
ten, wordt een nieuw artikel toegevoegd, krachtens welk zij bevoegd zijn
om, na verloop van een jaar, van de aanneming af te zien.

De Middenafdeeling uit den wensch, dat de niet aangenomen gemeenten
gemachtigd worden om insgelijks een aandeel van de inkomsten der
Begrooting van de verwoeste streken te bekomen.

Een lid vraagt dat akte genomen wordt van de volgende bemerkings :

Zooals de aanneming door het ontwerp is voorzien, kan zij een aanne-
melijk middel zijn om de gansch of bijna gansch verwoeste gemeenten
herop te richten. Zij kan gepast zijn voor de gemeenten, die door den
oorlog zijn beroofd van een bevoegd en krachtig bestuur. Doch er kan

geen sprake van zijn, de financiële deelneming van den Staat in de uitgaven der geteisterde gemeenten afhankelijk te maken van de aanneming.

De medewerking van de Staatsbegroting moet insgelijks worden verleend aan de gemeenten die verlangen hun zelfstandig statuut te behouden.

Voor deze gemeenten moet het besluit-wet van 25 Augustus 1915 van kracht blijven als een onontbeerlijk vereischte tot het verkrijgen van toelagen of van buitengewone credieten bestemd om het gemeentevermogen te herstellen.

Dit besluit-wet van 25 Augustus 1915 bracht in onze wetgeving, zonder de bestuursregeling te ontredderen, verscheidene nieuwigheden, die door gezaghebbende kringen ten zeerste werden goedgekeurd.

1° Het voert het begrip in van een *Algemeen plan van aanleg* der gemeenten, dat als grondslag dient voor de machtigingen tot bouwen en herbouwen.

Vroeger was in onze wetgeving sprake van plans van werken, van algemeene rooiingsplans, van bouwreglementen. Sedert de wet van 28 Mei 1914 waren de openbare machten bevoegd om reglementen op het bouwen aan de openbare wegen te maken, in het belang van het behoud, de bruikbaarheid en de schoonheid daarvan. Het algemeen plan van aanleg beoogt meer : het heeft ten doel, de gebouwen te verdeelen op de meest oordeelkundige wijze. Het laat toe, de uitvoering van openbare werken voor te bereiden en te vergemakkelijken met het oog op de economische inrichting der gemeenten en op hare verfraaiing.

2° Het stelt de *verplichting* vast voor de geteisterde gemeenten, algemeene plans van aanleg op te maken, tenzij zij daarvan onder bepaalde voorwaarden ontslagen worden.

3° Het regelt de *noodige maatregelen* voor de uitvoering van het plan van aanleg door machtiging of weigering van machtiging tot bouwen, en namelijk het optreden van de hooge overheid om contrôle uit te oefenen.

Het stadsleven is zoo ingewikkeld dat elk gebouw invloed heeft op de waarde en de wijze van gebruik der omliggende bouwgronden. Dit aan-eenhangen van de belangen legt aan de openbare machten de verplichting op, het recht te beperken om het privaat eigendom te gebruiken. Uit die beperkingen van het recht om te bouwen moet, per slot van rekening, het welzijn van iedereen bewoner eener agglomeratie voortspruiten.

4° Het legt de *raadpleging* op van eene officieele instelling, bevoegd voor de studie der plans van steden en volledig door eenen vertegenwoordiger der geteisterde gemeente.

5° Het geeft aan den Staat en aan de provincie de bevoegdheid om over te gaan tot de onteigening bij strooken en *vereenvoudigt* de bestuursformaliteiten op dit gebied.

Onder de afgeschafte formaliteiten kunnen wij vermelden : het bijeen-roepen van eene bijzondere commissie (art. 2 der wet op de onteigening

bij strooken), de raadpleging, in zekere gevallen, van het Comité der werkmanswoningen (art. 4 der wet van 9 Augustus 1889), de aanwijzingen van het plan van onteigening bij strooken (art. 3 der wet op de onteigening bij strooken). De duur van het onderzoek, bepaald op ééne maand voor de onteigening bij strooken (art. 5), wordt beperkt tot eenen termijn van veertien dagen, te rekenen van de kennisgeving aan de belanghebbenden en aan het publiek (art. 3 der wet van 27 Mei 1870 tot vereenvoudiging der formaliteiten in zake van onteigening).

Behalve in het laatste artikel, is in het wetsontwerp over de aanneming der verwoeste gemeenten geen sprake van deze nieuwigheden, doch het voert eene andere nieuwigheid in :

Artikel 5 legt aan de gemeente de verplichting op, een reglement op het bouwen te maken ten einde « de veiligheid, de gezondheid en het kunstkarakter der gebouwen » te vrijwaren. Wat het kunstkarakter en de hoogte der gebouwen betreft, dient te worden aangemerkt dat de regeling slechts van toepassing is op die gedeelten der gebouwen, welke op den openbaren weg uitzien.

Die tekst is gebrekkig : het is er niet om te doen, de veiligheid en de gezondheid der gebouwen te vrijwaren, doch wel die van de inwoners eener gemeente en van de gebruikers der openbare wegen. Het kunstkarakter van de gebouwen is niet enkel eene zaak van uitzicht van af een min of meer grooten afstand der openbare wegen.

Bovendien is het onmogelijk, het algemeen plan van aanleg op gepaste wijze door een model-reglement te vervangen. Het bouwreglement en het algemeen plan van aanleg moeten een en zelfde doel nastreven. Doch de voorschriften zullen alleen dan doelmatig zijn, wanneer zij met de plaats der gebouwen rekening houdt.

Om deze reden moet de studie van de reglementsvoorschriften geschieden op het terrein of op het plan dat enkel de voorstelling is van de aardrijkskundige en topographische toestanden, van de ligging, van de bestaande gebouwen, van de te behouden uitzichten, van de straten en de wegen die de verkeersaderen der aangebouwde gemeenten zijn. Deze voorschriften kunnen gemakkelijk vermeld worden op het plan der gemeente of op het plan waarbij gevoegd is een reglement houdende algemeene voorschriften. Eindelijk is het plan het onontbeerlijk middel om de plaats der nieuwe gebouwen in betrekking tot de bestaande gebouwen en tot de openbare wegen vast te stellen, om de ligging der monumenten, der markten, der spoorwegstatiën, der havens, enz. te bepalen.

Het afschaffen van het plan in zake van ontwerp van aanleg van steden zou gelijkstaan met het afschaffen van de plans in zake van openbare werken.

De eigenschap van een model-reglement is dat het algemeen kunne toegepast worden : men zal daarin eenige gezondheidsvoorschriften kunnen opnemen, de binneninrichting der huizen regelen door, bij voorbeeld, sommige minima-afmetingen voor te schrijven. Zoodanig reglement kan een

heilzamen invloed uitoefenen ten opzichte van de woningen zelve, doch wat den algemeenen aanleg eener gemeente betreft, zal zijn invloed nagenoeg nietig zijn.

Het blijkt dat artikel 5 het bouwreglement, waarin voorkomen voorschriften die gelden voor al de door particulieren op te richten gebouwen, zooals dit in de meeste aanzienlijke gemeenten van kracht is, verwart met het algemeen plan van aanleg. Het bouwreglement is slechts de aanvulling van het plan van aanleg, doch het komt niet in zijne plaats.

Merken wij op, dat de benaming van algemeen plan van aanleg in artikel 12 voorkomt, terwijl deze benaming door geen enkelen anderen wetstekst dan door bedoeld besluit-wet wordt vermeld.

*
* *

Door de weglating van artikel 15 blijft de verplichting, een algemeen plan van aanleg op te maken, voortbestaan. Bijgevolg wordt artikel 5, dat de voorschriften van het besluit-wet van 24 Augustus 1915 slechts op onvolmaakte wijze vervangt, nutteloos.

De Verslaggever,
J. MAHIEU.

De Voorzitter,
P. POULLET.

AMENDEMENTEN

I. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LE GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} est modifié comme suit :

Le Roi peut, à la demande du Conseil communal, la Députation permanente entendue, adopter, au nom de la Nation, les communes qui ont souffert gravement des dévastations de la guerre; il peut, à toute époque, mettre fin à l'adoption.

ART. 5.

L'article 5 du projet est complété par un paragraphe 3, ainsi conçu :

Toute construction ou reconstruction totale ou partielle, exécutée dans les communes adoptées en violation des prescriptions du règlement visé au § 1^{er} est punissable des pénalités déterminées à l'article 19 de la loi du 1^{er} février 1844.

Indépendamment de la pénalité, le tribunal prononce, si le haut commissaire royal le demande, la réparation de la contravention, en condamnant les contrevenants à rétablir les lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages illégalement exécutés. Toutefois, l'intéressé aura l'option d'exécuter les conditions imposées par l'autorisation.

I. — AMENDEMENTEN
DOOR DE REGEERING INGEDIEND.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel te wijzigen als volgt :

De Koning kan, op aanvraag van den Gemeenteraad, na de Bestendige Deputatie te hebben gehoord, de gemeenten, die door de verwoestingen van den oorlog zwaar beproefd werden, namens de Natie aannemen; hij kan de aanneming te allen tijde intrekken.

ART. 5.

Dit artikel aan te vullen door een lid 3, luidende :

Elke geheele of gedeeltelijke bouw- of herbouwing, in de aangenomen gemeenten voltrokken in strijd met de voorschriften van het bij § 1 bedoeld reglement, is strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 19 der wet van 1 Februari 1844.

Onverminderd de straf, schrijft de rechtbank de herstelling van de overtreding voor, indien de hooge koninklijke commissaris zulks aanvraagt, en veroordeelt de overtreders tot het herstellen der zaken in hunnen vroegeren staat door het afbreken, het vernietigen of het wegnemen van de in strijd met de wet uitgevoerde werken. De belanghebbende kan echter, indien hij het verkiest, de door de machtiging gestelde voorwaarden uitvoeren.

Les contraventions au règlement visé au § 1^{er} seront constatées dans la forme ordinaire par les agents de la police locale et par les fonctionnaires et agents assermentés chargés de l'administration et de la police de la voirie.

De overtredingen van het bij § 1 bedoeld reglement worden op de gewone wijze vastgesteld door de agenten der plaatselijke politie en door de beëdigde ambtenaren en agenten belast met het beheer en de politie der wegen.

II. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

Le Roi peut, à la demande soit du Conseil communal, soit du Gouverneur de la province, la Députation permanente du Conseil provincial préalablement entendue, adopter, au nom de la Nation, les communes qui ont souffert gravement des dévastations de la guerre. Il peut, sous les mêmes conditions, mettre fin à l'adoption.

ART. 2.

Les communes adoptées par la Nation sont groupées par régions en commissariats royaux, de l'avis conforme de la Députation permanente. Pour chacun de ces commissariats royaux, il sera nommé un haut commissaire royal. Celui-ci est assisté suivant l'importance du groupe régional d'un ou de plusieurs adjoints auxquels il délègue ses pouvoirs en cas d'absence ou d'empêchement. Le haut commissaire royal et les adjoints sont nommés par le Roi sur présentation en liste double par la Députation permanente. Il peut être mis fin à leurs pouvoirs moyennant la même procédure préalable.

II. — AMENDEMENTEN DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

EERSTE ARTIKEL.

De Koning kan op aanvraag hetzij van den Gemeenteraad, hetzij van den Gouverneur der Provincie, na de Bestendige Deputatie van den Provinciaal Raad vooraf te hebben gehoord, de gemeenten, die door de verwoestingen van den oorlog zwaar beproefd werden, namens de Natie aannemen. Hij kan, onder dezelfde voorwaarden, de aanneming intrekken.

ART. 2.

De door de Natie aangenomen gemeenten worden, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, in elk gewest gegroepeerd in koninklijke commissariaten. Voor elk koninklijk commissariaat wordt een hooge koninklijke commissaris benoemd. Deze wordt, volgens de belangrijkheid van de gewestelijke groep, bijgestaan door een of verscheidene toegevoegden, aan wie hij, bij afwezigheid of belet, zijne bevoegdheden overdraagt. De hooge koninklijke commissaris en de toegevoegden worden door den Koning benoemd uit eene lijst van twee kandidaten, voorgedragen door de Bestendige Deputatie. Mits voorafgaande inachtneming van dezelfde regelen kan men hunne bevoegdheden doen vervallen.

ART. 3.

Sauf en ce qui concerne la milice et les affaires électorales, le haut commissaire royal exerce les attributions d'ordre communal que la loi confère à la Députation permanente du Conseil provincial, au Gouverneur de la province et au Roi.

Ses décisions sont notifiées à la *Députation permanente* et au Collège des Bourgmestre et Échevins; elles sont exécutoires de plein droit, à moins que, dans les dix jours de la notification, une délibération de la *Députation permanente* et du Conseil communal ne les subordonne à l'approbation du Roi.

Le haut commissaire royal peut recevoir du Roi la délégation des pouvoirs visés par l'article premier de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 sur l'état de guerre et de siège.

ART. 4.

L'adoption entraîne pour l'État l'obligation d'assurer *les ressources nécessaires* au rétablissement du domaine et des services publics de la commune, les dépenses obligatoires auxquelles la commune ne peut faire face, en tout ou en partie, par suite des circonstances, ainsi que les dépenses facultatives.

Pour le rétablissement du domaine et des services publics, le haut commissaire royal, agissant au nom de l'État, peut se substituer à la commune si celle-ci se trouve dans l'impossibilité, dûment constatée par la *Députation permanente*, d'agir par elle-même. L'État est alors subrogé à tous les droits et

ART. 3.

Behalve wat betreft de militie en de kieszaken, oefent de hooge koninklijke commissaris dezelfde rechten in gemeentezaken uit als die, door de wet toegekend aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, aan den Gouverneur der provincie en aan den Koning.

Zijne beslissingen worden aan de *Bestendige Deputatie* en aan het College van Burgemeester en Schepenen betee-kend; zij zijn van rechtswege uitvoerbaar, tenzij, binnen tien dagen na de betoekening, eene beraadslaging van de *Bestendige Deputatie* en van den Gemeenteraad ze van de goedkeuring des Konings afhankelijk maakt.

De Koning kan aan den hoogen koninklijken commissaris de bevoegdheden overdragen, die zijn bedoeld bij artikel 1 van het besluit-wet van 14 October 1916 op den staat van oorlog en van beleg.

ART. 4.

De aanneming brengt voor den Staat de verplichting mede, te voorzien in de *geldmiddelen noodig tot* herstelling van het domein en van de openbare diensten der gemeente, in de verplichte uitgaven die de gemeente, uit hoofde van de omstandigheden, geheel of gedeeltelijk niet bestrijden kan, alsmede in de niet verplichte uitgaven.

Tot herstelling van het domein en van de openbare diensten kan de hooge koninklijke commissaris, handelende in naam van den Staat, optreden in de plaats van de gemeente, indien deze verkeert in de onmogelijkheid; door de *Bestendige Deputatie* behoorlijk vastgesteld, zelve te handelen. In dit geval

obligations de la commune vis-à-vis des adjudicataires, concessionnaires ou autres intéressés.

Le haut commissaire royal peut aussi se borner à subsidier la commune, si celle-ci est en mesure de poursuivre l'exécution des travaux, soit par ses propres ressources soit au moyen de libéralités qui lui seraient faites.

ART. 5.

L'adoption entraîne l'obligation pour la commune d'arrêter *un plan général d'alignement et un règlement général de police* sur les bâtisses, ayant notamment pour objet de sauvegarder non seulement la sécurité et l'hygiène des constructions, mais encore, s'il y a lieu, leur caractère esthétique.

Ce règlement est *communiqué* au haut commissaire royal qui peut le renvoyer au Conseil communal, s'il y a lieu, pour modification. A défaut par le Conseil communal de satisfaire dans les quinze jours à l'invitation qui lui est adressée, le haut commissaire royal, *d'accord avec la Députation permanente*, se substitue à lui.

ART. 6.

Le haut commissaire royal dispose des crédits mis à sa disposition par le Ministre de l'Intérieur à charge du budget des régions dévastées, ainsi que de tous autres fonds mis à sa disposition, après avoir entendu *la Députation permanente et le Conseil communal* intéressé.

treedt de Staat in al de rechten en verplichtingen der gemeente tegenover de aannemers, vergunninghouders of andere belanghebbenden.

De hooge koninklijke commissaris kan ook er zich bij bepalen, toelagen te verleen en aan de gemeente, zoo deze in staat is de uitvoering der werken voort te zetten hetzij door hare eigen geldmiddelen, hetzij door middel van de schenkingen die haar mochten gedaan worden.

ART. 5.

De aanneming brengt voor de gemeente de verplichting mede, *een algemeen rooiingsplan* te bepalen en een *algemeen politiereglement* op de gebouwen te maken, inzonderheid ten doel hebbende niet alleen de veiligheid en de gezondheid der gebouwen, doch ook, zoo daartoe redenen bestaan, hun kunstkarakter te vrijwaren.

Dit reglement wordt aan den hoogen koninklijken commissaris *medegedeeld*; deze kan het, zoo noodig, aan den Gemeenteraad ter wijziging terugzenden. Wordt, binnen veertien dagen, door den Gemeenteraad niet voldaan aan het hem toegezonden verzoek, dan treedt de hooge koninklijke commissaris, *in verstandhouding met de Bestendige Deputatie*, in zijne plaats op.

ART. 6.

Na de *Bestendige Deputatie* en den betrokken Gemeenteraad te hebben gehoord, beschikt de hooge koninklijke commissaris over de credieten, door den Minister van Binnenlandsche Zaken te zijner beschikking gesteld op de begroting van de verwoeste gewesten, alsmede over alle andere te zijner beschikking gestelde gelden.

ART. 7.

En cas de désaccord entre le haut commissaire royal et une commune au sujet de la part contributive de celle-ci dans une dépense obligatoire lui incombant ou dans une dépense facultative inscrite au budget communal, le conflit est porté devant la Députation-permanente du Conseil provincial qui statue, sauf recours au Roi.

ART. 10.

Il est constitué, dans chaque groupe régional, un Conseil interministériel, dont les membres sont choisis parmi les fonctionnaires des Ministères compétents et les services techniques provinciaux. Un membre correspondant de la Commission royale des monuments et des sites, un membre de l'Union des villes et communes et un membre de la Commission d'embellissement de la vie rurale assistent aux séances du Conseil, à titre consultatif. Tous les membres du Conseil sont nommés par le Roi.

Les membres appelés à assister aux séances du Conseil interministériel, à titre consultatif, doivent résider dans la province des communes adoptées.

Le Conseil est chargé d'assister le haut commissaire royal dans l'accomplissement de sa mission et d'éclairer les communes et les particuliers sur tout ce qui concerne la reconstitution des régions : il peut requérir, à cet effet, dans les limites et les conditions déterminées par le Ministre compétent, le concours du personnel relevant, en province, des Ministères représentés dans son sein.

ART. 7.

Zijn de hooge koninklijke commissaris en eene gemeente het niet eens over het aandeel van deze in eene haar opgelegde verplichte uitgave of in eene niet verplichte uitgave op de gemeentebegroting uitgetrokken, dan wordt het geschil gebracht voor de Bestendige Deputatie; deze doet uitspraak, behoudens beroep bij den Koning.

ART. 10.

In elke gewestelijke groep wordt een Interministerieele Raad ingesteld; de leden daarvan worden onder de ambtenaren van de bevoegde Ministeriën en van de provinciale technische diensten aangewezen. Een briefwisselend lid van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Natuurschoon, een lid van den Bond der steden en gemeenten en een lid van de Commissie tot verfraaiing van het landelijk leven wonen de vergaderingen van den Raad als raadgevers bij. Al de leden van den Raad worden door den Koning benoemd.

De leden, die als raadgevers de vergaderingen van den Interministerieelen Raad bijwonen, moeten hun verblijf hebben in de provincie, waar de aangenomen gemeenten zijn gelegen.

De Raad is gelast, den hoogen koninklijken commissaris ter zijde te staan bij het vervullen zijner zending en de gemeenten, alsmede de particulieren in te lichten over al wat het herstellen van de gewesten aangaat; daartoe kan hij, binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door den bevoegden Minister, de medewerking vorderen van de ambtenaren die, in de provincie, afhangen van de in zijnen schoot vertegenwoordigde Ministeriën.

ART. 11.

Il peut être institué dans chacune des communes adoptées, un Comité consultatif local dont les membres, au nombre de trois à neuf, suivant l'importance des localités, sont nommés par le Collège des Bourgmestre et Échevins; en cas de refus, le haut commissaire royal peut organiser celui-ci de l'avis conforme de la Députation permanente du Conseil provincial.

Ce Comité donne son avis sur toutes les questions relatives à la reconstruction.

ART. 12.

Supprimer cet article.

ART. 14.

Le règlement d'ordre intérieur des Comités locaux est arrêté par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 15.

Supprimer cet article.

ART. 16 (nouveau).

A l'expiration de chaque année, il est loisible aux communes de renoncer à l'adoption, la Députation permanente entendue.

ART. 17 (nouveau).

Chaque année il sera fait rapport aux Chambres sur la gestion des commissariats royaux.

ART. 11.

In elke aangenomen gemeente kan een plaatselijk raadgevend Comité ingesteld worden; de leden daarvan, ten getale van drie tot negen naar de belangrijkheid der gemeenten, worden benoemd door het College van Burgemeester en Schepenen; in geval van weigering, kan de hooge koninklijke commissaris dit Comité inrichten op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

Gezegd Comité brengt zijn advies uit over al de vraagstukken betreffende het herbouwen.

ART. 12.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 14.

Het reglement van orde der plaatselijke Comiteiten wordt door den Minister van Binnenlandsche Zaken vastgesteld.

ART. 15.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 16 (nieuw).

Na verloop van elk jaar zijn de gemeenten bevoegd om van de aanneming af te zien, na de Bestendige Deputatie te hebben gehoord.

ART. 17 (nieuw).

Ieder jaar zal aan de Kamers verslag worden gedaan over het beheer van de koninklijke commissariaten.